



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/18961/Add.2
5 août 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION 591 (1986) DU CONSEIL DE SECURITE

Additif

Les passages essentiels des réponses reçues par le Secrétaire général depuis la publication des documents S/18961 et Add.1 sont reproduits ci-dessous.

ANNEXE II

Passages essentiels des réponses reçues des Etats

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Luxembourg	2
Nouvelle-Zélande	2
Portugal	4
Thaïlande	4

LUXEMBOURG

[Original : français]
[22 juillet 1987]

En application de la loi du 10 août 1963, modifiée en 1969, et en accord avec la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, le Luxembourg pratique un embargo total sur les livraisons d'armes (y compris les armes de chasse), de munitions et de matériel de guerre, au sens large, à l'Afrique du Sud.

Une liste détaillée des matériels paramilitaires a été établie au sein des instances de l'Union économique Benelux.

L'Office des licences luxembourgeois n'autorise aucune importation d'armes et de matériel paramilitaire provenant de l'Afrique du Sud, conformément à la résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité.

Le Luxembourg n'a pas entretenu et n'entretient pas de relations militaires avec l'Afrique du Sud.

Le Luxembourg ne dispose pas d'une ambassade en Afrique du Sud. Par une note verbale du 3 octobre 1985, il a été fait part à l'ambassade de l'Afrique du Sud du souhait du Gouvernement luxembourgeois qu'il soit mis fin à la mission de l'attaché militaire, souhait qui a été réalisé peu de temps après.

Sur la base d'une liste établie dans le cadre du Benelux, l'Office des licences refuse d'accorder des licences d'exportation pour tout matériel classé "sensible", destiné à l'armée et à la police de l'Afrique du Sud.

Il n'existe pas de collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et les autorités compétentes veillent à ce qu'une telle collaboration ne se développe pas. Les autorités luxembourgeoises disposent des instruments juridiques voulus (décision ministérielle du 10 septembre 1985) pour donner effet à la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité et le Luxembourg en applique d'ores et déjà effectivement toutes les dispositions.

NOUVELLE-ZELANDE

[Original : anglais]
[29 juillet 1987]

La résolution 262 (1970) du Conseil de sécurité a été appliquée en Nouvelle-Zélande par l'adoption du Customs Export Prohibition Order 1971, réglementation interdisant l'exportation vers l'Afrique du Sud d'armes, de munitions, de véhicules et de matériel à l'usage des forces armées ou d'organisations paramilitaires, ainsi que d'aéronefs et de pièces de rechange d'aéronefs.

Afin de satisfaire pleinement aux exigences de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, un texte intitulé United Nations Sanctions (South Africa Regulations 1980) a été adopté, qui interdit l'exportation d'armes, de munitions, de véhicules et matériels militaires, paramilitaires et de police et de matériel connexe de tous types, y compris les pièces détachées pour l'un quelconque de ces articles; de matériel et de fournitures utilisés dans la fabrication ou l'entretien de l'un quelconque des articles visés; et d'aéronefs, ainsi que de pièces de rechange d'aéronefs. En outre, cette réglementation interdit l'octroi de toute licence par des sociétés immatriculées en Nouvelle-Zélande pour la fabrication ou l'entretien en Afrique du Sud de l'un quelconque des articles visés.

Comme il est recommandé dans la résolution 569 (1985) du Conseil de sécurité, la portée de l'embargo sur les armes a été étendue le 22 octobre 1985 pour comprendre l'exportation, directe et indirecte, de matériel informatique; et, comme il était recommandé dans la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité, une fois de plus, le 21 avril 1987, pour comprendre l'exportation vers l'Afrique du Sud de matériel électronique et de télécommunications.

La résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité a été appliquée en Nouvelle-Zélande par l'adoption du Customs Import Prohibition (Sanctions) Order 1985 ayant pour effet d'étendre encore l'embargo sur les armes pour interdire l'importation d'armes, de munitions et de véhicules militaires en provenance de l'Afrique du Sud. Cette réglementation a été remplacée par le Customs Import Prohibition (Sanctions) Order 1987 qui rassemble toutes les dispositions antérieures limitant les importations en provenance de l'Afrique du Sud.

En vertu d'un arrêté du 21 avril 1987, toutes les interdictions en vigueur touchant les exportations et importations à destination et en provenance de l'Afrique du Sud ont été appliquées également à la Namibie.

La Nouvelle-Zélande a toujours strictement appliqué l'embargo sur les armes et rien ne permet de supposer que des articles militaires quelconques de ce pays soient parvenus en Afrique du Sud. Les chargements d'articles sous embargo et de pièces correspondantes ne sont pas dédouanés tant que les agents des douanes néo-zélandaises n'ont pas acquis la certitude que ces chargements ne sont pas destinés à l'Afrique du Sud. Les particuliers et les sociétés qui violent l'embargo sur les armes sont passibles d'amendes et/ou d'emprisonnement selon les cas, et les articles importés en violation de l'interdiction peuvent être confisqués.

La Nouvelle-Zélande n'entretient aucune coopération militaire avec l'Afrique du Sud.

La Nouvelle-Zélande n'a aucun rapport avec l'Afrique du Sud dans le domaine des articles, matières et techniques nucléaires.

Ainsi, la Nouvelle-Zélande a donné effet à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité.

PORTUGAL

[Original : anglais]

[21 juillet 1987]

Le Gouvernement portugais s'est conformé à la résolution 591 (1986) sous tous ses aspects et a strictement appliqué toutes les décisions du Conseil de sécurité sur l'embargo obligatoire sur les armes contre l'Afrique du Sud depuis l'adoption de la résolution 418 (1977).

Le Portugal peut donc confirmer qu'il n'entretient aucune coopération militaire avec l'Afrique du Sud, pas plus qu'il n'importe ou exporte des armes ou autre matériel paramilitaire utilisés par la police ou l'armée sud-africaines.

Par ailleurs, le Gouvernement portugais n'entretient aucune forme de collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire.

THAILANDE

[Original : anglais]

[17 juillet 1987]

L'opposition constante de la Thaïlande aux politiques et pratiques d'apartheid suivies par le régime de Pretoria en Afrique du Sud est bien connue. La Thaïlande a pleinement appuyé toutes les résolutions de l'ONU sur la question, tant au sein du Conseil de sécurité que de l'Assemblée générale. La Thaïlande a également pris les mesures nécessaires pour appliquer ces résolutions et a demandé l'adoption de sanctions globales et obligatoires contre le régime sud-africain. En ce qui concerne la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité, la Thaïlande a respecté scrupuleusement les dispositions de cette résolution en s'abstenant d'importer et d'exporter des armes en provenance et à destination de l'Afrique du Sud, ainsi que de mener toute activité de nature à renforcer de quelque manière que ce soit le potentiel militaire de l'Afrique du Sud. La Thaïlande s'est également abstenue de toute action qui puisse encourager ou aider les forces sud-africaines à réprimer la population noire ou à envahir des pays voisins, menaçant par là la stabilité et la sécurité de la région. Bien au contraire, la Thaïlande a toujours condamné fermement ces actes coupables du régime de Pretoria.

